

CHINE. L'envers et l'endroit

Une explication sur la cause de la destruction des emplois industriels et de la crise de la dette des pays occidentaux.

Par Eddy E Félix

Expert-comptable et comptable et conseil fiscal

Membre de l'Academy of Accounting Historians

Ce livre dense mais de lecture facile, sur la Chine de 2012, écrit par le général français Eric de la Maisonneuve, n'est pas l'œuvre d'un sinologue. Si l'auteur se déclare être un observateur attentif à ce qui se passe dans le pays le plus peuplé et qui a effectué le plus impressionnant demi-tour de l'histoire contemporaine, sa démarche est une approche stratégique qui analyse la mentalité, les forces et les faiblesses de la Chine.

Cet extrait-résumé porte uniquement sur les aspects historiques et de politique économique de la Chine, et tente de comprendre ce que les dirigeants mondiaux n'ont pas vu venir : la destruction de nos emplois industriels et la dette occidentale qui finance la croissance chinoise¹.

Les jugements portés sur la Chine sont le plus souvent soumis au prisme déformant de notre vision du monde, des choses et de notre conception de l'homme et de la société. Il se trouve que sur ces points essentiels, les Chinois ont depuis des millénaires une philosophie qui leur est propre.

La Révolution Industrielle du XIX^e nous a fait croire que nous détenions « la vérité » et que nos principes, nos organisations, et nos modes de vie ont valeur universelle. Or, l'exceptionnelle réussite chinoise ces trente dernières années vient battre en brèche cette croyance et démontre que la prétention occidentale à la suprématie et à l'universalisme n'est pas ou n'est plus justifiée.

L'Empire du Milieu et le Mandat du Ciel

Depuis la nuit des temps, que l'on peut fixer à la dynastie des Zhou au X^e siècle avant notre ère, la Chine est toujours marquée par deux objectifs : « l'Empire du Milieu » et « le Mandat du Ciel ».

L'Empire du Milieu, c'est la réalisation de l'unité nationale, ethnique et culturelle, et un état central garant de la sécurité de cette entité.

Le Mandat du Ciel contraint les dirigeants chinois, sous peine d'être rejetés, à satisfaire les besoins primaires du peuple, à savoir le « *yi shi zhu xing* » (se vêtir, manger, se loger, se déplacer). Le premier objectif fut atteint il y a plus de deux mille ans par le Premier Empereur Qin Shi Huangdi, le constructeur de la Grande Muraille, celui dont la dynastie a donné son nom occidental « Chine » à l'Empire du Milieu.

¹ Une des causes de la crise financière de 2007 est à trouver dans le niveau relativement bas des taux d'intérêts au cours de la période 2002-2006, lui-même lié à la politique monétaire américaine, d'une part, et à l'accumulation de réserves de change des pays émergents d'Asie d'autre part. Anne Vincent-Courrier hebdomadaire du CRISP n° 2158-2159-2012

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle et l'intervention des puissances européennes, cette unité ne fut jamais réellement menacée, les ciments ethniques et culturels étaient suffisamment puissants pour agréger les envahisseurs successifs, notamment les Mongols et les Mandchous.

Quant au deuxième objectif, rendu plus difficile par les aléas des circonstances, notamment climatiques, il était annuellement remis en cause et dépendait en grande partie de l'organisation politique et sociale.

La cellule de base du système chinois est la famille, elle-même organisée pour participer avec le maximum d'efficacité aux objectifs de la société. Dans une société essentiellement rurale, les objectifs sont alimentaires et la famille nombreuse est organisée pour les travaux agricoles.

Ce système a fonctionné de façon répétitive au cours des siècles, une nouvelle dynastie venant remplacer après deux ou trois siècles celle qui s'était épuisée à la tâche ou avait failli à sa mission.

L'histoire chinoise aurait continué selon ses rituels si la Révolution Industrielle occidentale n'avait pas brutalement rebattu les cartes au XIX^e siècle en démontrant les limites du système chinois et en particulier son inaptitude au progrès.

Les « traités inégaux » imposés à la Chine par les puissances occidentales après les guerres de l'opium, illustrent ce profond décalage en reléguant la Chine qui avait inventé l'imprimerie et la poudre à canon, au rang des colonies.

L'empire, aussi parfait fut-il aux yeux de la classe dominante des mandarins, était resté immobile alors que le monde occidental se modernisait à grand pas.

On en était encore là lorsque la dynastie des Qing s'effondra en 1911 et que fut instaurée la république.

Ce fut le génie révolutionnaire de Mao Zédong d'avoir fait d'un système cyclique, autocentré et entièrement tourné vers la répétition d'un passé jugé indépassable, un système linéaire capable de se projeter vers le futur.

Or, la Chine, incapable de le forger par sa propre culture, ne disposant dans sa langue d'aucun concept permettant d'y accéder, ne pouvait le trouver qu'à l'extérieur, chez les « barbares ».

Le choix du marxisme-léninisme n'est pas innocent : au début des années 1920, la théorie marxiste comme le grand espoir suscité par la prise de pouvoir par les Soviétiques en Russie, indiquaient pour beaucoup la voie de la modernité. Le communisme se présente alors comme le seul idéal possible pour des peuples humiliés par l'impérialisme occidental, la seule démarche qui permette de rattraper l'Occident et - croit-on alors - de le dépasser.

Le communisme se présente enfin comme une organisation de remplacement de l'empereur grâce au parti unique. En outre, pour assurer le réalisme et la cohésion du système, et à l'image de l'Union Soviétique alors exemplaire, la planification quinquennale devait fixer des étapes concrètes et rendre le système aussi visible que progressif. Le communisme devait donner à la Chine l'élan nécessaire pour se replacer au centre du monde, redevenir l'Empire du Milieu.

En s'opposant au système occidental puis rapidement au système soviétique, la Chine s'isola du contexte international ; sur le plan intérieur, en voulant expurger de la société les vieilles structures héritées de la féodalité et de la pensée confucéenne, le régime chinois plongea le peuple dans la misère et le sous-développement. La « Grande Révolution culturelle » marque l'apogée de ce fourvoiement, de 1966 - date de son lancement - jusqu'à la mort du « grand timonier » Mao en 1976.

Sans rien renier de ce qu'avait apporté le fondateur de la « dynastie rouge », Deng Xiaoping, compagnon de route et successeur de Mao comprit qu'il fallait changer de modèle.

C'est toute l'intelligence stratégique de Deng Xiaoping d'avoir compris le « sens de l'histoire » en amarrant le bâtiment chinois à la puissante flottille mondiale, et de le faire dès 1979 en pleine ère brejnévienne, dix ans avant que s'effondre le monde soviétique. C'est tout le savoir-faire du « petit timonier » d'avoir su profiter de la déroute du système soviétique pour obliger les apparatchiks du régime à le faire évoluer tout en respectant le dogme et les finalités du communisme.

La finalité et l'organisation de la société chinoise sont affirmées constamment et avec force : le socialisme et le pouvoir unique du Parti communiste. N'eût-il pas agi de la sorte qu'il eût été balayé par des forces conservatrices, très largement majoritaires au sein des instances du Parti, et qu'il fallut plus de dix ans pour les contraindre à l'abandon ou au départ, à défaut le plus souvent d'avoir pu les convaincre.

Deng prescrit donc à la Chine de retrouver d'ici à cinquante ans – soit en 2030 la place qui fut la sienne vers 1820. On estime qu'à l'époque, c'est-à-dire avant les guerres de l'opium déclenchées justement pour lutter contre la puissance économique chinoise, la Chine produisait entre un tiers et un quart de la richesse mondiale, sa population de l'ordre de 300 millions d'habitants représentant une proportion équivalente de l'humanité. L'équilibre - on devrait dire « l'harmonie » - était alors satisfaisante, 25 à 30% de l'humanité produisant 25 à 30% de la richesse mondiale.

Lorsque Deng Xiaoping lança sa politique de réformes et d'ouverture en décembre 1978 dans un discours de Shanghai, l'humanité comprenait moins de 5 milliards d'habitants, dont 1, 2 de Chinois, soit la même proportion qu'en 1820, environ 25%. Mais au lieu de satisfaire à l'harmonie et de produire un pourcentage équivalent de la richesse mondiale, la Chine était très affaiblie et ne comptait pour presque rien dans la production mondiale : à peine plus de 1%. Le challenge consistait donc à passer de 1 à 20 % du PIB mondial, la politique de « planning familial » décrétée en 1980 ayant pour but de stopper la croissance démographique et de ramener rapidement à moins de 20% la part des Chinois dans la population mondiale. Sur 7 milliards que compte celle-ci au 1 novembre 2011, la population chinoise, estimée à 1, 341 milliard, ne représente effectivement plus que 19 %. Quand au PIB chinois le deuxième du monde depuis 2010, il frôle les 10% de la richesse mondiale. L'objectif du 20/20 (20% du PIB mondial pour 20 % de la population mondiale) devrait être atteint bien avant 2030.

Dans deux directions majeures au moins, la politique de réforme et d'ouverture trouva des ancrages rapides et profonds. La première fut la réforme agricole. C'était l'urgence, il fallait augmenter la production céréalière et, pour ce faire mobiliser et intéresser les paysans.

La suppression des communes populaires, l'attribution du « champ à celui qui le cultive » la création de divers quotas libres dont deux à l'intention du cultivateur et au profit du marché, la hausse des prix agricoles, l'importation de céréales allait satisfaire les besoins intérieurs.

Le second élément de la réforme qui devait avoir un effet de levier sur l'économie fut l'ouverture sur l'extérieur. Dès 1981 furent lancées trois ZES (Zones Economiques Spéciales), zones franches situées sur ou à proximité de la côte, dans les provinces destinées au commerce international.

Celles-ci disposaient de nombreux avantages pour devenir des moteurs économiques : une main d'œuvre abondante, qualifiée et peu onéreuse, des infrastructures convenables, notamment portuaires et une tradition commerciale ancienne.

En 1988 le marché avait conquis 60 % de l'économie, la planification en conservait 40%. Les succès initiaux furent contestés et les réformateurs durent faire preuve de prudence pour concilier des points de vue idéologiquement opposés.

Au XIII^e Congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) fut décidée la construction d'un socialisme aux caractéristiques chinoises, fondé sur un compromis entre les rigidités idéologiques et les nécessités économiques. La lutte des classes était remplacée par le développement économique.

En janvier 1992 Den Xiaoping relança vigoureusement sa politique de réforme et d'ouverture en disant aux Chinois : « Enrichissez-vous ».

Le grand bond en avant...

Le mécanisme se mit en place rapidement, les investissements étrangers affluèrent provenant d'abord des voisins : Coréens, Singapouriens, Taiwanais et Chinois de la diaspora ou de Hongkong, ensuite du Japon et des pays occidentaux qui délocalisèrent en masse leurs usines et s'associèrent à des entreprises locales. Tout le long de la côte de Dalian à Canton, des centaines de milliers de petites ou grandes entreprises, filiales de grands groupes internationaux ou sous-traitants locaux, important des matières premières ou des pièces détachées, exportant toute leur production à bas coût à travers une dizaine de ports géants, devinrent ce qu'on appela « l'atelier du monde ». La croissance démarra instantanément à 12% en 1992, montant à 14, 5% en 1993, se maintint à 13% en 1994. Ce rythme à deux chiffres se poursuivit jusqu'à la crise de 2008, avec de courtes périodes de freinage lors de la crise de 1997 et celle de 2003.

Si la décennie 1980 avait été celle de la préparation et de la mise en place du nouveau modèle économique chinois, la décennie 1990 qui suivit fut celle du rattrapage.

... et le grand malentendu

En appuyant l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce² (OMC), les Américains, qui cherchaient un partenaire et un marché à la taille de leurs ambitions commerciales, pensaient faire une bonne affaire. Le Président Clinton, fervent partisan de l'admission de la Chine, était convaincu que, par un engrenage vertueux, cela favoriserait l'emploi aux Etats-Unis et contribuerait à rétablir la balance commerciale américaine.

Dix ans plus tard, cette prévision s'est avérée fautive ; c'est même le contraire qui est advenu : le déficit américain avec la Chine a grimpé à 200 milliards de dollars annuels et l'Amérique a perdu le tiers de ses emplois industriels.

On ne peut pas dire que la Chine n'ait pas respecté les règles de l'OMC. Mais ses armes ne sont pas égales : un marché intérieur balbutiant, un faible pouvoir d'achat, une monnaie sous-évaluée, alignée sur le dollar et non convertible, enfin des salaires très bas, dix à vingt fois inférieurs aux salaires américains, avec des charges sociales dérisoires, lui ont fourni des avantages compétitifs exorbitants. La pression ainsi exercée par les produits chinois sur les prix mondiaux a fini par peser sur les salaires dans tous les pays développés, poussant les consommateurs occidentaux à s'endetter pour maintenir leur pouvoir d'achat et acquérir les articles exportés de Chine.

² La Chine est membre de l'OMC depuis le 11 décembre 2001.

C'est une partie des causes de la crise d'endettement que traversent aujourd'hui aussi bien les pays européens que les Etats-Unis : la croissance chinoise s'est faite par la dette occidentale.

Cette erreur d'appréciation des dirigeants américains est révélatrice de l'incompréhension profonde de la réalité du système chinois dont continuent à faire preuve à la fois les responsables et les opinions publiques des pays occidentaux.

La finalité de la Chine n'est ni la domination mondiale ni son intégration au système mondial, mais le « socialisme » à travers le maintien au pouvoir du parti unique le PCC. Une fois encore la Chine ne pense qu'à elle en termes de souveraineté, de développement et d'unité. L'ouverture au monde n'est qu'un moyen, une démarche, une opportunité.

C'est une des facettes de la formidable capacité des Chinois à faire une chose et son contraire, ou à ignorer pour la main droite ce que fait la gauche. Il ne faut pas s'étonner que la Chine ne se soucie guère d'aider l'Europe, ni de rendre convertible sa monnaie nationale (ce qui la protège mieux que la Grande Muraille), ni en général de partager le fardeau des responsabilités mondiales.

On comprendra mieux alors l'attitude prudente des dirigeants chinois lorsqu'on connaît l'ampleur et la gravité de leurs problèmes internes ainsi que les exigences encore insatisfaites des deux tiers de la population mais cela reste à découvrir dans le livre.

CHINE, L'envers et l'endroit par Eric de la Maisonnewe. Editions du Rocher- 2012.